



HAUTE-CORSE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°2B-2021-05-005

PUBLIÉ LE 5 MAI 2021

Sommaire

PREFECTURE DE LA HAUTE CORSE / SIDPC

2B-2021-05-05-00001 - Arrêté portant interdiction temporaire d'emploi du feu du jeudi 5 mai 2021 00h00 au vendredi 7 mai 2021 23h00 (2 pages)

Page 3

PREFECTURE DE LA HAUTE CORSE

SIDPC

2B-2021-05-05-00001

Arrêté portant interdiction temporaire d'emploi
du feu du jeudi 5 mai 2021 00h00 au vendredi 7
mai 2021 23h00

Arrêté N° 2B-2021-05-05-..... du 5 mai 2021
portant interdiction temporaire d'emploi du feu
du jeudi 5 mai 2021 00h00 au vendredi 7 mai 2021 23h00

Le préfet de la Haute-Corse
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes académiques,

Vu les articles L.131-6 et R.131-4 et suivants du code forestier ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 07 mai 2019 portant nomination de M. François RAVIER en qualité de préfet de Haute-Corse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2B-2021-02-12-003 du 12 février 2021 portant délégation de signature à Monsieur Mejdî JAMEL, directeur de cabinet du préfet ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2B-2021-05-03-00004 du 03 mai 2021 relatif à la réglementation de l'emploi du feu sur l'ensemble du département de la Haute-Corse ;

Considérant que les prévisions météorologiques de vent fort sur le département pouvant générer un risque important d'incendie ;

Considérant le dessèchement actuel de la strate herbacée sur certaines parties des reliefs ;

Considérant enfin, l'intérêt majeur à préserver les populations, les biens et l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet du Préfet de la Haute-Corse :

ARRÊTE

Article 1er

L'emploi du feu est strictement interdit **du jeudi 5 mai 2021 00h00 au vendredi 7 mai 2021 23h00** sur l'ensemble du département de la Haute-Corse.

L'emploi du feu est interdit pour toute personne y compris les propriétaires et les occupants des terrains du chef de leurs propriétaires.

Article 2

Le fait de provoquer volontairement un incendie est réprimé dans les conditions prévues par le code pénal.

Le fait de provoquer involontairement l'incendie des bois et forêts appartenant à autrui, par des feux allumés à moins de 200 mètres de ces terrains, par des feux allumés ou laissés sans précautions suffisantes, par des pièces d'artifice allumées ou tirées, ou par tout engin ou appareil générant des matières inflammables ou de fortes chaleurs, est sanctionné conformément aux dispositions des articles 322-5, 322-15, 322-17 et 322-18 du code pénal. Le non-respect de l'interdiction d'emploi du feu peut engager la responsabilité civile de l'auteur.

Les peines d'amende applicables peuvent aller jusqu'à 100 000 € et à des peines d'emprisonnement.

Article 3

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Les particuliers et personnes morales de droit privé peuvent saisir le juge administratif, échanger des documents avec la juridiction de manière dématérialisée et suivre l'avancement de leur dossier via l'application télérecours citoyens <https://citoyens.telerecours.fr>.

Article 4

Le Secrétaire général de la préfecture, le Sous-préfet directeur de cabinet, les Sous-préfets de Calvi et de Corte, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur des services d'incendie et de secours de Haute-Corse, le directeur régional de l'Office national des forêts, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Corse, la directrice départementale de la sécurité publique de la Haute-Corse, les maires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,
P/Le Préfet, par délégation,
Le directeur de cabinet,
Signé

Mejdi JAMEL